

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

ACEP FRANCE

Société Anonyme au capital de 255 584,14 euros

Siège social : 88 rue Jouffroy d'Abbans

75017 PARIS

395 000 540 RCS PARIS

Avis de réunion valant avis de convocation

Les actionnaires de la société ACEP FRANCE (ci-après la « **Société** ») sont convoqués en Assemblée Générale Mixte le 30 juin 2026 à 14 heures 30 au siège social afin de délibérer sur les questions suivantes inscrites à l'ordre du jour :

ORDRE DU JOUR***De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :***

- Rapport de gestion incluant le rapport sur le gouvernement d'entreprise établi par le Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels,
- Rapport spécial du Commissaire aux Comptes relatif au rapport sur le gouvernement d'entreprise,
- Approbation des comptes annuels et des opérations de l'exercice 2025,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et approbation desdites conventions,

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

- Refonte des statuts de la Société,
- Autorisation du rachat par la Société de ses propres actions en vue de leur annulation,

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

- Renouvellement du mandat du Commissaire aux comptes titulaire,
- Non-renouvellement du mandat du Commissaire aux comptes suppléant,

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire :

- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Texte des résolutions soumises à l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2026***De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire***

PREMIERE RÉOLUTION (*Approbation des comptes annuels et des opérations de l'exercice 2025*).

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration incluant le rapport sur le gouvernement d'entreprise et des rapports des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Assemblée Générale approuve le montant des dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39, 4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 17 363 euros, et qui ont donné lieu à une imposition théorique au taux de droit commun.

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 quitus de leur gestion à tous les administrateurs.

DEUXIEME RÉSOLUTION (*Affectation du résultat de l'exercice*).

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'élevant à 1 504 493,31 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	1 504 493,31 euros
À titre de dividendes aux actionnaires Soit 0,83 € par action	1 515 248,83 euros
À titre de prélèvement sur le compte « Autres réserves », afin de compléter la distribution	10 755,52 euros

Le compte « Autres réserves », après ce prélèvement, s'élèvera ainsi à 3 032 141,30 euros.

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 éligibles à l'abattement de 40% prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 1 515 248,83 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Ce dividende sera versé à toutes les actions existantes au jour de la présente Assemblée Générale. Le paiement des dividendes sera effectué dans le mois qui suivra la présente Assemblée Générale.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Dividende versé	Revenus éligibles à l'abattement de 40% (CGI, art. 158)	Revenus non éligibles à l'abattement de 40% (CGI, art. 158)
31.12.2024	Néant	Néant	Néant
31.12.2023	Néant	Néant	Néant
31.12.2022	2 738 401,50 €	2 738 401,50 €	Néant

TROISIÈME RÉSOLUTION (*Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et approbation desdites conventions*).

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce et statuant sur ce rapport, approuve successivement chacune desdites conventions.

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

QUATRIÈME RÉSOLUTION *(Refonte des statuts de la Société).*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et du projet de statuts, décide de refondre les statuts de la Société afin de les mettre en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur, et adopte, article par article, puis dans son ensemble, le nouveau texte des statuts de la Société, tel qu'annexé au procès-verbal de l'Assemblée.

CINQUIÈME RÉSOLUTION *(Autorisation du rachat par la Société de ses propres actions en vue de leur annulation).*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, et connaissance prise du rapport des Commissaires aux comptes :

- décide, conformément aux dispositions des articles L. 225-204 et L. 225-207 du Code de commerce, de procéder à une ou plusieurs réduction(s) du capital social de la Société non motivée par des pertes, par diminution du nombre d'actions, d'un montant nominal maximal de 34 565,44 euros correspondant à un nombre maximal de 246.896 actions ;
- autorise en conséquence le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, conformément aux dispositions de l'article L. 225-207 du Code de commerce, à procéder, en une ou plusieurs fois et aux époques qu'il déterminera, au rachat d'actions de la Société en vue de les annuler, dans un délai de 12 mois à compter de la présente Assemblée Générale ;
- autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, conformément aux dispositions de l'article L. 225-204 du Code de commerce, à procéder à la réduction de capital non motivée par des pertes, résultant de l'annulation des actions achetées par la Société, selon les modalités fixées par l'article L. 225-207 du Code de commerce ;
- confère tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de réaliser la réduction de capital susvisée et constater le rachat et l'annulation des actions. À cet effet, le Conseil d'administration est notamment habilité à :
 - régler le sort d'éventuelles oppositions qui pourraient être notifiées dans le délai de 20 jours à compter du dépôt au greffe de la présente résolution, conformément à l'article R. 225-152 du Code de commerce ;
 - prendre toute mesure appropriée, constituer toute sûreté ou exécuter toute décision de justice ordonnant la constitution de garanties ou le remboursement de créances ;
 - annuler les actions rachetées et constater la réalisation de la réduction de capital ;

- procéder à la modification corrélative des statuts ; et
- d'une façon générale, faire tout ce qui sera nécessaire, prendre toutes mesures et effectuer toutes les formalités utiles à la réalisation de ladite réduction de capital.

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

SIXIÈME RÉOLUTION *(Renouvellement du mandat du Commissaire aux comptes titulaire).*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration, et constatant que le mandat de la société BDO IDF en qualité de Commissaire aux comptes titulaire arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, décide de son renouvellement pour une durée de six (6) exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2032 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031.

SEPTIÈME RÉOLUTION *(Non-renouvellement du mandat du Commissaire aux comptes suppléant).*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration, et constatant que le mandat de Commissaire aux comptes suppléant de la société DYNA AUDIT arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, décide de ne pas le renouveler ni de pourvoir à son remplacement conformément aux dispositions de l'article L. 823-1 du Code de commerce et aux statuts refondus de la Société.

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire

HUITIÈME RÉOLUTION *(Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités).*

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à cette Assemblée ou s'y faire représenter dans les conditions et selon les modalités rappelées ci-après :

A) Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-85 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'Assemblée Générale par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte (en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce), au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société (ou son mandataire) ou dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription, ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par les intermédiaires financiers, est constaté par une attestation de participation délivrée par ces derniers, dans les conditions prévues à l'article R. 225-85 Code de commerce, en annexe du formulaire de vote à

distance, ou de la procuration de vote, ou de la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

B) Mode de participation à l'Assemblée Générale

1. Participation physique

Les actionnaires désirant assister physiquement à l'Assemblée Générale pourront demander une carte d'admission de la façon suivante :

- pour l'actionnaire nominatif : se présenter le jour de l'Assemblée directement au guichet spécialement prévu à cet effet muni d'une pièce d'identité ou demander préalablement une carte d'admission à l'aide du formulaire de vote qui lui sera adressé avec la convocation et de l'enveloppe réponse prépayée jointe à la convocation reçue par courrier postal.
- pour l'actionnaire au porteur : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres, qu'une carte d'admission lui soit adressée.

2. Vote par correspondance / Procuration

Les actionnaires n'assistant pas personnellement à cette Assemblée et souhaitant voter par correspondance ou être représentés en donnant pouvoir au Président de l'Assemblée, à leur conjoint ou partenaire avec lesquels ils ont conclu un pacte civil de solidarité ou à un autre actionnaire pourront :

- pour l'actionnaire nominatif : renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, qui lui sera adressé avec la convocation, à l'aide de l'enveloppe prépayée jointe à la convocation reçue par courrier postale.
- pour l'actionnaire au porteur : demander le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration auprès de l'intermédiaire qui gère ses titres, à compter de la date de convocation de l'Assemblée. Le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration devra être accompagné d'une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire financier et renvoyé par ce dernier à l'adresse suivante : Société Générale Securities Services – Service des Assemblées – CS 30812 – 44308 Nantes Cedex 3 – France.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance devront être reçus par les services de la Société Générale Securities Services – Service des Assemblées – CS 30812 – 44308 Nantes Cedex 3 – France, au plus tard trois jours avant la tenue de l'Assemblée à 23H59 heure de Paris.

La révocation du mandat s'effectue dans les mêmes conditions de forme que celles utilisées pour sa désignation.

Les actionnaires pourront se procurer, dans les délais légaux, les documents prévus aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce par demande adressée à la Société Générale Securities Services – Service des Assemblées – CS 30812 – 44308 Nantes Cedex 3 – France.

C) Questions écrites et demande d'inscription de projets de résolution par les actionnaires

Conformément à l'article R. 225-84 du Code de commerce, chaque actionnaire a la faculté d'adresser au Conseil d'Administration, lequel répondra en séance, les questions écrites de son choix.

Les questions doivent être envoyées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante ACEP FRANCE, Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2026, à l'attention du Président du Conseil d'Administration, 88 rue Jouffroy d'Abbans – 75017 PARIS. Cet envoi doit être réalisé au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale. Les demandes doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour par les actionnaires remplissant les conditions prévues par l'article R. 225-71 du Code de commerce doivent être envoyées au siège social, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante ACEP FRANCE, ACEP FRANCE, Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2026, à l'attention du Président du Conseil d'Administration, 88 rue Jouffroy d'Abbans – 75017 PARIS, dans un délai de 25 jours (calendaires) avant la tenue de l'Assemblée Générale, sans pouvoir être adressées plus de vingt jours après la date du présent avis de réunion conformément à l'article R. 225-73 du Code de commerce. Les demandes doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

L'examen du point ou de la résolution est subordonné à la transmission, par les auteurs de la demande, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable des titres dans les mêmes comptes au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée, à zéro heure, heure de Paris.

D) Droit de communication des actionnaires

Conformément à la loi, tous les documents qui doivent être communiqués aux assemblées générales seront tenus, dans les délais légaux, à la disposition des actionnaires, au siège social de la Société.

Le présent avis vaut avis de convocation sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour par suite d'éventuelles demandes d'inscription de projets de résolutions présentées par les actionnaires.

Le Conseil d'Administration